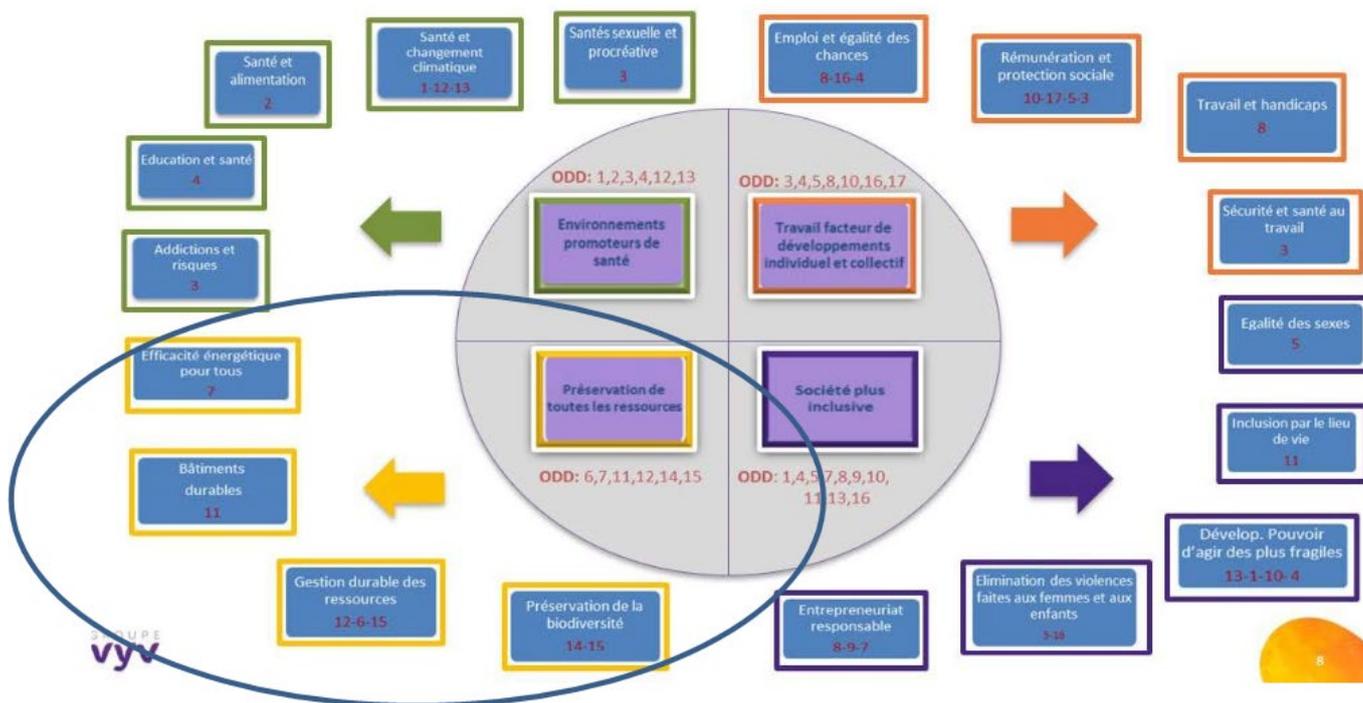




# LES NOTES DE LA DTS VYV

## PRESERVATION DE TOUTES LES RESSOURCES : Urgence Préservation de la biodiversité

### POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT DURABLE DU GROUPE VYV :



### DEFINITION DE BIODIVERSITE :

Diversités **des organismes vivants** de toute origine y compris, entre autres, **les écosystèmes** terrestres, marins et autres écosystèmes aquatiques et **les complexes écologiques** dont ils font partie; cela comprend la diversité au sein des espèces et entre espèces ainsi que celle des écosystèmes. Des espèces ont déjà disparu et la diversité de la nature est chaque jour menacée. Agir pour réduire la dégradation du milieu naturel est un enjeu majeur du développement durable.

### ODD les plus concernés :



## QUELQUE ELEMENT DE CONTEXTE :

**Urgence climatique et crise sanitaire actuelle sont l'expression de l'interconnexion entre protection de l'environnement et protection sanitaire des populations.** Les articles scientifiques "se multiplient", et alertent sur la multiplication des maladies humaines, végétales et animales qui se sont développées ces dernières années, **due à la dégradation ou à destruction des écosystèmes naturels.**

Aujourd'hui, le processus de transformation d'origine humaine de la planète, amène à la réduction drastique des écosystèmes naturels et laisse de moins en moins de place à la vie sauvage. En détruisant la biodiversité, l'homme a ainsi détruit les barrières qui le protégeaient jusqu'alors de virus dangereux.

Dans une interview la vétérinaire Marie-Pierre Puech, (fondatrice de l'hôpital pour la faune sauvage), explique synthétiquement ce que sont les zoonoses (comme le covid-19), et rappelle quelques travaux qui avaient déjà alertés sur les risques majeurs liés à la dégradation par l'homme de la biodiversité, dont celui de la biologiste américaine Rachel Carson en 1962!

Comme surligné par le dernier rapport de Terra Nova publié en février dernier «...**une bonne part de cette recrudescence de maladies zoonotiques résulte de facteurs proches de ceux qui expliquent la crise climatique et le déclin dramatique de la biodiversité** : grandes concentrations urbaines, élevages intensifs, circulation continue et massive des personnes, des marchandises et des animaux, recul de la nature sauvage devant les cultures humaines...Certains chercheurs ont par ailleurs montré récemment que le risque épidémique peut être également sensible aux changements climatiques, la longueur des saisons pouvant favoriser le développement d'une épidémie et sa durée. On sait en outre que le dérèglement climatique s'accompagnera (et s'accompagne déjà) d'une large propagation géographique de certains vecteurs infectieux comme le moustique tigre, et de phénomènes délétères comme ceux qui sont liés au rejet de virus quasi oubliés du fait de la fonte du permafrost. »

Les impacts négatifs de la dégradation de la biodiversité sur l'environnement et la santé des populations, minent l'économie mondiale et les systèmes de santé, tout en aggravant les inégalités sociales, géographiques et de genre.

La prise de conscience de ces risques, ouvre des réflexions pour trouver des solutions bénéfiques aussi à la préservation de la biodiversité et du climat, « pour mieux embarquer dans une société post-carbone, respectueuse des limites de la planète ». **Il faut repenser notre société de façon systémique", et mettre l'humain et la nature "au cœur du système et au cœur des décisions économiques et financières".** En d'autres mots, il faut réapprendre à vivre les uns avec les autres [ie. toutes les espèces du vivant] et **réparer le tissu vivant planétaire qui nous relie tous.**

Les experts réfléchissent à des pistes concrètes pour sortir de la crise sanitaire avec des solutions gagnantes-gagnantes pour le climat et la biodiversité, tandis que les Nations Unis invitent à réfléchir en termes des ODD.

Dans ce contexte, il devient toutefois impératif comprendre que les objectifs de développement durable ne sont pas hiérarchiquement égaux. Si la protection de l'environnement (dont la biodiversité) n'est pas assurée, il est illusoire de penser que les autres ODD seront durablement atteints.



## A RETENIR

La biodiversité fait face à 5 pressions directes :

- Changement d'usage des terres
- Surexploitation des ressources
- Changement climatique
- Pollutions diverses
- Propagation d'espèces exotiques envahissantes

Les conséquences de sa dégradation sont :

- Environ **1 million d'espèces animales et végétales** menacées d'extinction, notamment au cours des prochaines décennies (estimation de l'IPBES, rapport mai 2019)
- **Recrudescence des maladies zoonotiques**

## La crise du coronavirus, vecteur d'une nouvelle prise de conscience mondiale sur la biodiversité?

"S'attaquer aux menaces qui pèsent sur les écosystèmes et la faune sauvage": telle est la préconisation de l'**ONU Environnement** pour répondre à la pandémie de coronavirus et éviter que d'autres épidémies ne se produisent. Car **la crise sanitaire actuelle pourrait bien être le résultat du "dangereux déclin de la nature" identifié en mai dernier par l'IPBES**, ayant pour cause "l'anthropisation, la transformation humaine de la planète" laissant "de moins en moins de place à la vie sauvage". Dans ce contexte, la prochaine COP biodiversité —qu'elle ait lieu en 2020 ou 2021 — pourrait prendre une toute autre envergure.

L'épidémie de coronavirus qui s'est muée en quelques semaines en pandémie est-elle liée à la déforestation et plus globalement à la dégradation des écosystèmes naturels? Pour l'ONU Environnement, **c'est un fait: "Le nombre de maladies transmises de l'animal à l'homme ne cesse d'augmenter, alors que le monde assiste à une destruction sans précédent des habitats sauvages par l'activité humaine."** Un "dangereux déclin de la nature" mis en lumière par l'IPBES, GIEC de la biodiversité, en mai 2019. **Ainsi, "environ un million d'espèces animales et végétales sont aujourd'hui menacées d'extinction, notamment au cours des prochaines décennies"**. La biodiversité faisant face à cinq pressions directes: changement d'usage des terres, surexploitation des ressources, changement climatique, pollutions diverses et propagation d'espèces exotiques envahissantes.

### ÉMERGENCE DE PATHOGÈNES

"Aujourd'hui, le processus d'anthropisation, de transformation d'origine humaine de la planète, amène à la réduction drastique des écosystèmes naturels. Il laisse de moins en moins de place à la vie sauvage", note également auprès d'AEF info le président de la **FRB (Fondation pour la recherche sur la biodiversité)**, Jean-François Silvain. **"Le degré d'artificialisation de la planète atteint actuellement explique cette émergence croissante de pathogènes", poursuit-il.** Les espèces abritées par ces écosystèmes dégradés sont en effet confrontées à des perturbations. Subissant la réduction de leur aire de distribution, elles se voient contraintes de changer de comportements (se rapprochant des villes et de leurs habitants, humains ou animaux domestiques) ainsi que de mode d'approvisionnement en ressources. "Les grands singes d'Afrique s'attaquent ainsi aux champs de maïs situés à proximité de leurs habitats déforestés et les éléphants d'Asie, en dévastant des plantations de thé par exemple, sont à l'origine de graves **conflits homme-nature**", illustre Jean-François Silvain. Les populations humaines investissent par ailleurs un environnement avec lequel elles n'ont pas "coévolué". Et ont tendance à consommer des éléments de la faune sauvage (pangolins, etc.), entraînant la création de marchés aux animaux vivants, tels que celui de Wuhan d'où la pandémie de covid-19 semble partie. Or, certains de ces animaux sauvages, notamment les chauves-souris, sont de vrais **réservoirs à virus**. Les toucher, tuer et consommer accentue le risque de transmission de ces virus aux êtres humains.

### DES VIRUS EN QUÊTE D'HÔTE

Cette situation est également décrite par David Quammen, auteur de l'ouvrage *"Retombées: les infections animales et la prochaine pandémie"*, dans une tribune publiée fin janvier dans le *New York Times*. "Nous envahissons les forêts tropicales et autres paysages sauvages, qui abritent tant d'espèces animales et végétales —et au sein de ces dernières, tant de virus inconnus", explique-t-il. "Nous coupons les arbres, nous

tuons les animaux ou les mettons en cage et les envoyons sur les marchés. **Nous perturbons les écosystèmes et privons ainsi les virus de leurs hôtes naturels.** En quête d'un nouvel hôte, bien souvent les virus nous choisissent." Et puisque nous nous déplaçons à la vitesse des avions, et disposons de réseaux de transports dans toutes les régions du monde, toutes les conditions sont en place pour qu'une pandémie survienne.

## COMMENT ÉVITER QUE PAREILLE CRISE NE SE REPRODUISE?

Dans ce contexte, et au vu des conséquences dramatiques de cette pandémie, comment faire pour éviter qu'à l'avenir pareille situation ne se reproduise? "Le grand danger" identifié par Jean-François Silvain serait de penser que si la pandémie prend racine dans la biodiversité sauvage, il convient alors de "la supprimer". Bien au contraire, il faut davantage lutter contre les pressions qui s'exercent sur elle et renforcer sa protection. D'ailleurs, les études scientifiques le montrent, **"il existe une relation linéaire entre le pourcentage d'espèces en danger et l'émergence de maladies. C'est bien les pressions sur la faune sauvage qui facilitent le transfert de pathogènes"**, insiste Jean-François Silvain.

La première des actions à mener serait donc de stopper le commerce d'animaux sauvages. "C'est le rôle de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction", relève Jean-François Silvain, et ce drame en renforcera sans doute l'action. La Chine a d'ailleurs annoncé le 25 février interdire tout commerce et consommation d'animaux sauvages.

## QUELLE PLACE LAISSER À LA NATURE?

Autre axe d'action: réduire drastiquement la consommation non traditionnelle de viande de brousse. L'IPBES prépare d'ailleurs un rapport, actuellement en phase de relecture, qui apportera des éléments "concrets" sur l'utilisation durable des espèces sauvages. Aussi, "la grande question" de la future COP —la COP15 qui doit se tenir en octobre à Kunming (Chine) mais a de fortes chances d'être reportée en 2021, les réunions de préparation de l'évènement ne pouvant être maintenues— sera de savoir "quelle place on laisse à la nature". **Il est pour l'heure question que la communauté internationale se dote d'un nouvel objectif: protéger d'ici à 2030 "au moins 30% des zones terrestres et marines" dont 10% sous stricte protection(1).**"C'est sûrement un sujet qui va monter", prévoit le chercheur, tout comme celui du renforcement du niveau de protection des aires protégées, dont certaines sont avant tout aujourd'hui des "aires de papier".

"Il faut réévaluer la réalité de la protection, y consacrer des moyens et assurer le suivi", liste le scientifique, qui plaide également pour que davantage de moyens soient consacrés à la recherche et notamment aux sciences de la biodiversité.

## MEILLEURE PRISE EN COMPTE DE LA BIODIVERSITÉ

**La crise devrait également amener nombre d'acteurs, et notamment les acteurs économiques, à mesurer leur empreinte biodiversité et à reconsidérer "la place qu'ils consacrent aux enjeux biodiversité dans leurs stratégies"**, relève Jean-François Silvain. Les entreprises anticipant un risque biodiversité, comme ils identifient actuellement un risque climat associé à leurs activités ou actifs. En France, **la Plateforme RSE vient d'ailleurs de remettre un avis sur l'empreinte biodiversité des entreprises, appelant à ne pas "attendre un éventuel indicateur d'impact unique pour identifier et comprendre plus précisément les pressions qu'elles exercent sur leur écosystème naturel, à l'échelle de sites ou de territoires, pour mettre en œuvre des actions veillant à les réduire"**.

1) La France entend les respecter dès 2022

## PRISE DE CONSCIENCE

Dans ce contexte, la prochaine COP devra être le lieu d'une prise de conscience, étant la "première à suivre une vraie catastrophe sanitaire écologique", note le président de la FRB. "On ne doit pas repartir sur une page blanche. Il faut mettre autour de la table les décideurs prêts à agir, et la France a un rôle à jouer", souligne-t-il. Celle-ci, ayant porté en novembre dernier avec la Chine l'appel de Pékin, "elle est en position de leadership" à l'international et "il faut espérer que cela continue". "Est-ce que collectivement la communauté mondiale va tenir compte de la crise sanitaire qui sera alors derrière nous lors de la COP, je n'en sais rien", s'interroge pour sa part l'ambassadeur français à l'environnement Yann Wehring. Cependant, il serait selon lui "dramatique, au lendemain de cette crise, de fermer les yeux et de penser qu'une page s'est tournée" et que tout peut recommencer comme avant.

## FAIRE LA PART ENTRE PRÉSUMPTION ET VÉRIFICATION

S'il souligne que les articles scientifiques "se multiplient", montrant une multiplication des maladies humaines, végétales et animales qui se sont développées ces dernières années, l'ambassadeur souhaite que les travaux de recherche s'intensifient afin de "faire la part entre la présomption et la vérification". "C'est en démontrant ce lien de manière solide qu'il sera possible de l'intégrer dans les négociations de la COP qui reprendront dès qu'on le pourra", poursuit-il.

Or, il existe actuellement de nombreuses hypothèses, et Alexandre Hassanin, maître de conférences à Sorbonne université, notait le 17 mars sur le site *The Conversation* que d'après [une étude menée à l'hôpital de Wuhan](#), "le tout premier cas humain identifié n'a pas fréquenté le marché de Wuhan" sur lequel sont vendus des animaux vivants. Selon cette étude, l'origine du virus remonterait à novembre, permettant ainsi de "s'interroger sur le lien entre cette épidémie Covid-19 et la faune sauvage". Si la lumière reste donc à faire sur l'origine exacte du virus, ce dernier devrait cependant amener la convention des Nations unies sur la diversité biologique à "revoir sa copie", note Basile van Havre, coprésident du groupe de travail de la convention sur la diversité biologique chargé de la rédaction du projet de cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020. Après avoir injecté plusieurs milliards de dollars dans l'économie pour en assurer le maintien, "quelle écoute" auront les États lorsque la convention plaidera en faveur de la "mobilisation de moyens" en faveur de la biodiversité, s'interroge-t-il.

De même, comment parler ces prochains mois aux populations de questions de biodiversité, alors qu'elles seront préoccupées par l'après-confinement, la reprise du travail, la logistique familiale...

## VERS UNE FUSION DES CONVENTIONS?

Plus globalement, la nécessité de "réfléchir à l'avenir" de la cohabitation entre humains et biodiversité sur cette planète devrait être propice au rapprochement des trois grandes conventions issues de la conférence des Nations Unies sur l'environnement à Rio (sur la lutte contre le changement climatique, la désertification et pour la diversité biologique), espère Jean-François Silvain. La FRB s'est déjà exprimée en faveur de cette fusion des trois conventions de Rio en une seule convention environnement, de même que l'ambassadeur Yann Wehring.

Un point de vue que ne partage pas Basile van Havre, pour lequel sans aller jusqu'à la fusion des trois conventions, "un grand travail de coordination" devrait d'abord être mené. Le but étant de mieux coordonner les différents outils de planification prévus par chacune des conventions. De même, pour le chercheur Aleksandar Rankovic, coordinateur gouvernance internationale de la biodiversité post-2020 à l'**Iddri (Institut du développement durable et des relations internationales)**, "si des conventions différentes et séparées existent, ce n'est pas une erreur mais parce que chaque sujet qu'elles ciblent représente un

ensemble de points très complexes". "Vouloir tout traiter en même temps dans une même négociation, c'est s'assurer que les États ne s'engagent sur rien", poursuit-il. Ainsi, plutôt que de viser la fusion des trois conventions, il faudrait davantage "trouver les points d'accroche" permettant de "renforcer mutuellement" ces textes et les décisions qu'ils engendrent.

[https://www.especes-menacees.fr/Par Jennifer Matas](https://www.especes-menacees.fr/Par%20Jennifer%20Matas) | Publié le 04.04.2020

## Coronavirus : « Ce n'est pas une guerre mais le signal que nous devons changer »

*-interview de Marie-Pierre Puech, (vétérinaire et fondatrice de Goupil Connexion et de l'hôpital pour la faune sauvage de Laroque)*

Loin d'une «nature toute puissante qui reprendrait ses droits» ou chercherait à «se venger», la crise sanitaire mondiale qui a mis la planète au pas serait en réalité une conséquence de nos modes de vie, où l'humain a oublié qu'il n'était pas seul sur terre mais membre d'un tout.

### Les chauves-souris et le pangolin sont souvent désignés comme responsables de l'épidémie de Covid-19. Qu'en pensez-vous ?

**M-P Puech :**«On se trompe de sujet. « *Les animaux malades des hommes, les hommes malades des animaux* », pourrait-on dire. Car en effet, **le Covid-19 est une zoonose**, c'est-à-dire une maladie qui s'est **transmise de l'animal à l'homme**. Mais plutôt que de désigner responsables les chauves-souris comme étant des «réservoirs à virus », posons-nous la question de pourquoi ces virus nous atteignent aujourd'hui ? C'est facile de faire des animaux –qui n'ont pas de voix pour se défendre –des boucs émissaires. D'ailleurs, cela s'est toujours passé ainsi. Il y a eu la grippe aviaire dont on a tenu pour responsables les oiseaux migrateurs, les blaireaux avec la tuberculose, les bouquetins du Bargy avec la brucellose...» .

*Une zoonose est une maladie infectieuse ou parasitaire qui se transmet d'un animal à l'homme, soit directement (par piqûre ou morsure par exemple), soit indirectement si on consomme la viande de l'animal en question notamment.*

**Les zoonoses sont très répandues**, comme le rappelle l'ONU : elles représentent 60 % de toutes les maladies infectieuses chez les êtres humains et 75 % de toutes les maladies infectieuses émergentes.

**Chaque année, les zoonoses tuent des millions de personnes dans le monde.** Le Covid-19 qui a mis l'activité humaine à l'arrêt depuis début 2020 est l'une de ces zoonoses, mais il en existe bien d'autres comme par exemple le SRAS de 2003 – qui a été transmis depuis une chauve-souris à l'homme par l'intermédiaire d'une civette – ou encore le SIDA, Ebola, le virus Zika, la dengue, le paludisme, la maladie de Lyme, etc. En ce qui concerne le Covid-19, les chercheurs ignorent encore précisément comment le virus s'est transmis à l'homme, ou plutôt, ils n'ont pas identifié avec certitude l'intermédiaire qui a permis à ce nouveau coronavirus de passer des chauves-souris aux humains.



**M-P Puech** : « En réalité, les zoonoses se propagent en raison de nos modes de vie et de consommation. Il n'y a qu'à regarder le moustique tigre : s'il a ramené le chikungunya en Occident, c'est dans nos containers de marchandises. C'est pareil avec l'épidémie de Covid-19. Délocalisé des forêts asiatiques, le virus a trouvé sur son passage des humains vivant concentrés, fragiles et réceptifs. Si l'homme n'avait pas fait de la **déforestation à outrance** et s'il n'était pas allé déranger ces écosystèmes, nous n'en serions pas là. Ce n'est donc pas « une guerre » mais le signal que nous devons changer. Il nous faut réapprendre à vivre les uns avec les autres et **réparer le tissu vivant planétaire** qui nous relie tous. »

### Ce nouveau coronavirus doit donc nous encourager à changer ?

**M-P Puech** : « Oui, et il est plus que temps ! Déjà en **1962**, la biologiste américaine Rachel Carson lançait une alerte au travers de son « *Printemps silencieux* » et prédisait une catastrophe écologiste à venir avec l'utilisation massive des pesticides toxiques dans l'agriculture et la destruction d'espèces pourtant communes. Mais si peu de personnes ont entendu son appel, et aujourd'hui, en 2020, nous y sommes à ce printemps silencieux. Silencieux pour les hommes, confinés et terriblement anxieux face à la **pandémie de Covid-19** qui s'étend dans le monde entier. Pourtant, tant de signaux auraient dû nous alerter plus tôt. Finalement, il aura fallu cela pour que cette humanité ultra connectée prenne conscience que nous ne pourrions pas vivre sur cette belle planète sans un mode de vie nouveau et une alliance, les uns avec les autres, espèces avec espèces. Si nous ne le faisons pas, **il faut s'attendre à d'autres épidémies** de ce genre. »

Le **Covid-19** se présente dans la bouche de nombreux experts comme une **pandémie symbole d'une biodiversité maltraitée et mal-aimée**. En détruisant les milieux naturels (forêts, zones humides, etc.), l'homme se met de plus en plus en contact avec une faune susceptible de transmettre de **nouveaux agents pathogènes**, plus résistants en raison de l'utilisation massive d'antibiotiques dans l'élevage et de pesticides dans l'agriculture. Autre inquiétude : la **consommation d'espèces sauvages**.

*Déjà en 2007, des scientifiques écrivaient au sujet de l'épidémie de SRAS de 2003 : « la présence d'un important réservoir de virus de type SARS-CoV chez les chauves-souris rhinolophidae ainsi que la culture de manger des mammifères exotiques dans le sud de la Chine est une bombe à retardement. Il ne faut pas ignorer la possibilité d'une réapparition du SRAS et d'autres nouveaux virus provenant d'animaux ». Couplés aux infrastructures de la mondialisation, ces modes de consommation aboutissent à des « métropandémies », comme l'écrivait en 2016 le professeur de sciences politiques Gilles Pinson dans Les Cahiers de la métropole bordelaise : « L'épidémie de SRAS est devenue un cas d'école de ces « métropandémies » touchant quasi simultanément des foyers très éloignés géographiquement mais intensément connectés par le trafic aérien ».*

## Justement, comment peut-on faire précisément ?

**M-P Puech** : « Il nous faut changer de mentalité, comprendre que ce n'est pas l'homme contre le reste du monde, mais tous les uns avec les autres. **Mieux, l'humanité se doit d'une responsabilité accrue envers les autres espèces, car pour se protéger elle-même elle doit d'abord protéger les autres, et on le voit bien aujourd'hui. Pour cela, il vaut mieux connaître la biodiversité.** L'école nous apprend à lire et à compter, mais pas à connaître la faune et la flore qui nous entourent. La majorité des gens vivent dans des centres urbains complètement déconnectés de la nature, au point que nous l'oublions. Tout ceci doit changer. Il faut **remettre la nature au cœur de nos villes** et apprendre à la découvrir.

A Montpellier, nous travaillons par exemple sur la création de « lieux d'expérience de la nature », où nous pourrions à la fois **soigner et présenter les animaux sauvages blessés**. Imaginez des volières où vivrait un faucon crécerelle qui a pris un tir de plomb et ne pourra plus jamais voler, ou un aigle royal cloué au sol après avoir pris une ligne électrique ? Tous ces animaux que nous soignons dans l'ombre, actuellement, dans les centres de soins de la faune sauvage, mais qui pourraient devenir des ambassadeurs de cette **faune maltraitée** et pourtant si belle. Ce seraient à la fois des lieux d'apaisement et d'apprentissage pour nous aider à ralentir, à essayer de vivre autrement, une vie moins toxique pour nous et les autres. Le monde ne manque pas de merveilles, il manque d'émerveillement. Alors, émerveillons-nous !»

DÉPÊCHE AEF N°624354, Par ÉMILIE LEGENDRE le 24/03/2020

## En France, les tendances à la dégradation de la biodiversité restent "globalement préoccupantes"

Le commissariat général au développement durable a publié le 19 mars 2020 les résultats de l'évaluation de l'état de conservation de la faune, de la flore et des habitats d'intérêt communautaire présents dans l'Hexagone. Il s'agit de la troisième évaluation de ce type depuis la mise en place de la directive européenne habitats en 1992, mais en France, "le bilan reste proche de celui des deux exercices précédents". Ainsi, le pays hôte du prochain congrès mondial de la nature voit **les tendances à la dégradation de la biodiversité rester "globalement préoccupantes"**.

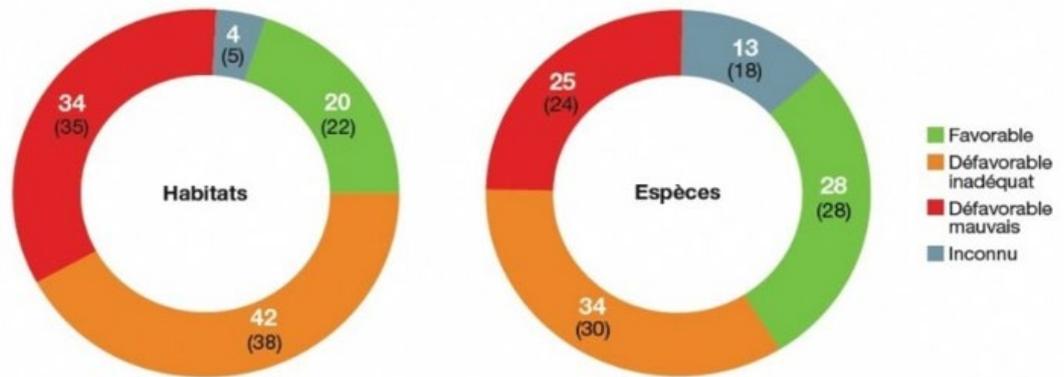
En France, ce sont les écosystèmes marins, littoraux, humides et aquatiques qui figurent parmi les plus menacés, selon les résultats de l'évaluation de l'état de conservation de la faune, de la flore et des habitats d'intérêt communautaire, dont les résultats ont été publiés le 19 mars 2020 par le CGDD (Commissariat Général au développement durable).

### "TENDANCES PRÉOCCUPANTES"

Depuis la mise en œuvre de la directive habitats (1), en 1992, il s'agit de la troisième évaluation de ce type menée en France, menée sur la période 2013-2018. Mais années après années, le bilan n'évolue guère et les tendances à la dégradation demeurent "globalement préoccupantes".

(1) La directive vise à atteindre et maintenir un état de conservation favorable pour tous les habitats et les espèces d'intérêt communautaire. Soit environ 230 habitats et 2 500 espèces animales et végétales au sein de l'Union européenne.

**Graphique 1 : état de conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire sur la période 2013-2018**  
En % d'évaluations



Note : (XX) = taux de l'exercice 2007-2012.

Source : UMS PatriNat, 3ème rapportage DHFF, 2019. Traitements : UMS PatriNat et SDES

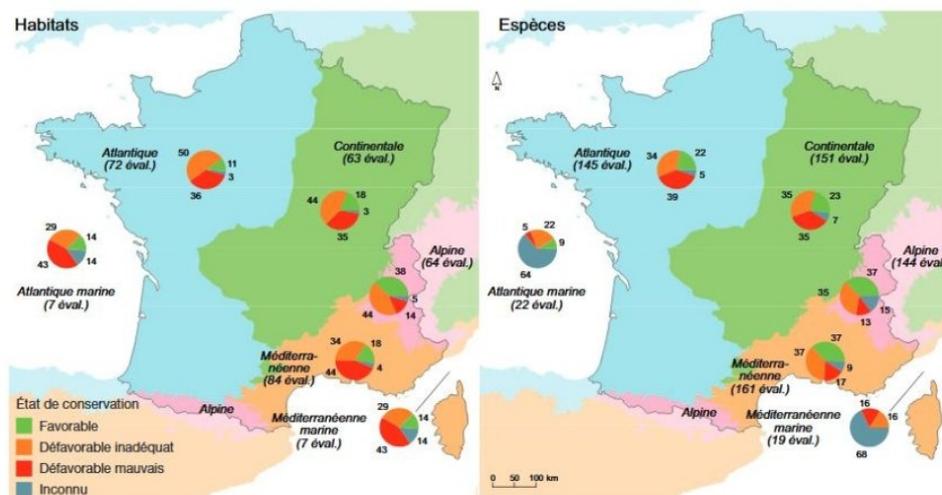
<sup>1</sup> Les expressions "habitat d'intérêt communautaire" et "espèce d'intérêt communautaire" qualifient respectivement un habitat ou un taxon rare, retenu par l'UE comme patrimonial et méritant une protection spécifique et un suivi particulier, sous la responsabilité subsidiaire des États membres.

Ainsi, 20% seulement des évaluations concernant les habitats concluent à un état favorable, comme 28 % de celles portant sur les espèces. Déjà, en janvier 2019, le CGDD n'observait aucun recul des principales pressions pesant sur la biodiversité en France .

## DISPARITÉS

Les disparités s'observent cependant selon les "régions biogéographiques". La région alpine est celle où les habitats et les espèces sont les mieux préservés. Vient ensuite la région méditerranéenne, qui affiche "l'un des meilleurs niveaux de conservation des espèces, malgré un état de conservation des habitats défavorable". Suivent ensuite les **régions terrestres atlantique et continentale**, dont les résultats sont les moins bons pour l'état de conservation de la faune et de la flore puisque plus de 70% **sont en situation défavorable**. Et la région atlantique est aussi celle où les habitats sont les plus menacés:

**Carte 1 : état de conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire par région biogéographique sur la période 2013-2018**  
En %



Source : UMS PatriNat, 3<sup>e</sup> rapportage DHFF, 2019. Traitements : UMS PatriNat et SDES

La région alpine est celle dans laquelle l'état des habitats et espèces est le plus favorable

| CGDD

## FAIBLE AMÉLIORATION

Quelles ont été les progressions réalisées entre 2013 et 2018 ? Concernant l'amélioration de l'état des espèces et des habitats, elle a été faible, n'apparaissant que pour "8 % des situations".

Dans 40 % des cas, l'état des espèces et des habitats est resté stable, une proportion en baisse puisqu'elle était de 51 % sur la période 2007-2012. Une évaluation sur quatre aboutit à une tendance au déclin, et pour 25 % des espèces et 20 % des habitats, les tendances demeurent inconnues.

### FOCUS SUR LES SITUATIONS EN DÉCLIN

Dans le détail, les situations en déclin de l'état des habitats et des espèces représentent respectivement 32 % et 23 % des évaluations sur la période 2013-2018, contre 30 % et 15 % sur la période 2007-2012. **Ces dégradations concernent "le plus souvent des régions biogéographiques ou des écosystèmes figurant déjà parmi les moins bien conservés", par exemple la région méditerranéenne, où près de la moitié des habitats se dégradent.**

## DES ÉCOSYSTÈMES FORESTIERS EN MEILLEURE SANTÉ

Les résultats 2013-2018 ont par ailleurs fait l'objet d'une analyse synthétique pour cinq catégories d'écosystèmes : forestiers, prairiaux et landicoles, humides et aquatiques, littoraux, marins.

Il en ressort que les écosystèmes littoraux et dunaires sont les plus dégradés : quatre évaluations sur dix concluent à un mauvais état de conservation pour une sur six à un état favorable. En cause : l'urbanisation des côtes et la fréquentation touristique localement élevée, notamment en région méditerranéenne.

**Les écosystèmes aquatiques et humides (zones humides, lacs et cours d'eau) sont également les moins bien conservés** : "38 % des évaluations concluent à un état mauvais contre 15 % à un état favorable." Les habitats d'eaux douces sont "particulièrement touchés", notamment dans les régions biogéographiques atlantique, continentale et méditerranéenne. La situation des espèces liées à ces milieux est "tout aussi défavorable" et ils "concentrent l'essentiel" des mauvais états de conservation observés pour la flore.

Pour les prairies, landes et fourrés, l'état est "plus disparate". Les états favorables étant "légèrement" plus nombreux que les mauvais états, bien que ces derniers représentent une évaluation sur quatre.

Enfin, les écosystèmes forestiers apparaissent "globalement un peu moins dégradés", ce résultat étant principalement dû à la situation plus favorable des espèces associées à la forêt. Plus d'un tiers des évaluations relatives à ces dernières identifient un état favorable.

À noter que les écosystèmes marins présentent le plus fort taux d'évaluations montrant un état inconnu : 45 %.

### "AUCUNE TENDANCE POSITIVE" POUR LES INSECTES

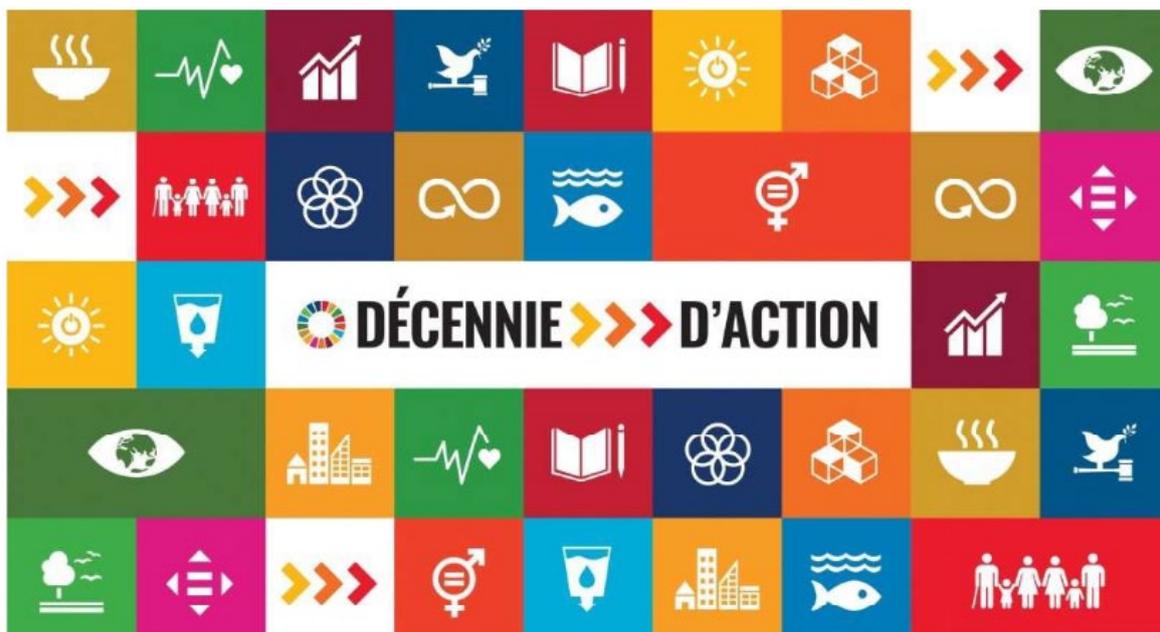
Dans cette étude, 110 évaluations complètes ont pu être effectuées concernant les insectes, ciblant 44 espèces (23 papillons, dix coléoptères, dix libellules et une sauterelle). 35 % des évaluations ont constaté un état de conservation favorable, 56 % un état défavorable et 11 % un état inconnu. Les ordres de grandeur sont à peu près les mêmes pour les papillons et les coléoptères ; pour les libellules, la proportion d'états favorables est plus importante (44 %). La région biogéographique alpine est celle où la part d'évaluations favorables est la plus forte (52 %, pour seulement 9 % de mauvais états). En revanche, la région atlantique est celle où les insectes

sont dans la situation la plus délicate, suivie de peu par la région continentale. **Quasiment aucune tendance positive n'est observée chez les insectes évalués sur la période 2013-2018, observe la note, et "les insectes associés aux prairies, landes et fourrés, principalement des papillons, ont la plus forte tendance au déclin".** Ce dernier s'explique principalement par la destruction ou la perturbation de leurs habitats et l'intensification des pratiques agricoles et sylvicoles. Le recours accru aux pesticides, néonicotinoïdes notamment, a conduit à des mortalités importantes.

DÉPÊCHE AEF N°625225, Par SABRINA DOURLENS Publiée le 03/04/2020

## Les Nations unies appellent à "transformer cette crise en un élan planétaire pour atteindre les ODD"

"Nous ne pouvons pas nous permettre de perdre les acquis obtenus par le biais des investissements dans l'action humanitaire et des objectifs de développement durable", a souligné le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, mercredi 25 mars 2020. **L'ONU recommande au contraire de transformer cette crise du coronavirus en "un élan planétaire pour atteindre les ODD".** L'organisation montre en quoi les objectifs et la lutte contre le coronavirus sont "intimement liés" et quels enjeux freinent l'atteinte de certains ODD.



2020 marque la dernière décennie d'action pour atteindre les objectifs de développement durable. ONU

"Nous devons nous assurer que les leçons seront retenues et que cette crise représente un tournant décisif pour la préparation aux urgences sanitaires et pour l'investissement dans les services publics essentiels du XXI<sup>e</sup> siècle", a plaidé Antonio Guterres, secrétaire général de l'ONU, le 25 mars, dans un discours sur la pandémie du coronavirus qui touche toute la planète. "Nous ne pouvons pas nous permettre de perdre les acquis obtenus par le biais des investissements dans l'action humanitaire et des objectifs de développement durable".

### AUGMENTER L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

2020 a marqué le début de la "décennie de l'action" afin d'atteindre les ODD d'ici 2030. Alors que plusieurs objectifs accusaient déjà du retard, la crainte est que la pandémie mondiale ne ralentisse encore plus les progrès.

Le rapport annuel sur le financement pour un développement durable, qui sera publié par l'ONU le 8 avril, montre que "les chocs économiques et financiers liés au Covid-19 (arrêt de la production industrielle, hausse de l'insécurité, perte d'emplois, volatilité du marché financier) aggravent les risques existants et perturbent la mise en œuvre des ODD". Il alerte aussi sur un recul dans certains domaines d'action clés, comme la baisse de l'aide publique au développement, constaté avant la crise. Ainsi, il appelle les donateurs à inverser la courbe de l'aide publique au développement et demande à la communauté mondiale d'aider les pays ayant un système de santé faible. Ce rapport souligne enfin l'importance pour les gouvernements de continuer à travailler sur les ODD, même en période de crise sanitaire mondiale.

## DE NOUVEAUX DÉFIS

L'ONU estime que la pandémie, bien qu'elle soit "une épreuve pour l'humanité", donne aussi l'occasion de "se montrer solidaire et de transformer cette crise en un élan planétaire pour atteindre les ODD d'ici 2030". L'organisation rappelle que certains de ces objectifs et la lutte contre le coronavirus sont "intimement liés". Il suffit de regarder comment le "dangereux déclin de la nature" identifié par l'IPBES, touchant l'ODD 14 (aquatique) et l'ODD 15 (vie terrestre), a joué un rôle dans cette crise sanitaire. Pour l'ONU Environnement, "le nombre de maladies transmises de l'animal à l'homme ne cesse d'augmenter, alors que le monde assiste à une destruction sans précédent des habitats sauvages par l'activité humaine."

**Voici quelques exemples de défis engendrés par la pandémie pour plusieurs ODD, ainsi que des actions et recommandations de l'ONU:**

### ODD 1: PAS DE PAUVRETÉ

---

La reprise ne devra pas se faire "sur le dos des plus pauvres— et nous ne pouvons pas créer une légion de nouveaux pauvres", alerte Antonio Guterres, **saluant les mesures de protection sociale, comme des dons en espèces ou le revenu universel, prises par certains pays pour venir en aide aux populations vulnérables.**

### ODD 2: FAIM "ZÉRO"

---

Pour garantir la continuité de cet objectif, le Programme alimentaire mondial de l'ONU demande à ses partenaires gouvernementaux de confirmer leurs contributions à hauteur de 1,9 milliard de dollars. Il recense 87 millions de personnes "pauvres, marginalisées et affamées, privées le plus souvent de protections contre la pandémie". Tout en intensifiant son aide alimentaire, le programme renforce son appui logistique à l'ensemble de la communauté humanitaire qui lutte contre la propagation du virus. L'agence vient ainsi de livrer des équipements sanitaires et de protection dans 67 pays.

### ODD 3: BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

---

Alors que la pandémie s'accélère, l'Organisation mondiale de la santé est "à la pointe des actions menées pour enrayer et supprimer la pandémie, notamment par le biais de recommandations et d'un soutien aux réponses des gouvernements", rappelle l'ONU. Tout en travaillant avec ses partenaires sur une vingtaine de vaccins potentiels, l'agence onusienne a lancé une vaste étude internationale, l'essai "Solidarity", qui vise à comparer différents traitements pour en déterminer l'efficacité et l'innocuité face au Covid-19.

## ODD 4: ÉDUCATION DE QUALITÉ

---

Pour faire face aux fermetures des établissements scolaires, "dont l'ampleur et la rapidité représentent un défi sans précédent pour le secteur de l'éducation", l'Unesco a créé un groupe de travail Covid-19 chargé de fournir des conseils et une assistance technique aux gouvernements qui s'efforcent de dispenser un enseignement aux élèves temporairement déscolarisés. L'agence lance également une coalition mondiale Covid-19 pour l'éducation réunissant des partenaires multilatéraux et le secteur privé afin d'aider les pays à déployer des systèmes d'apprentissage à distance.

## ODD 5: ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES

---

La pandémie a des conséquences sociales qui affectent en premier lieu les femmes. À l'échelle mondiale, celles-ci représentent 70% des travailleurs du secteur de la santé et des services sociaux et sont donc particulièrement exposées aux risques de contamination. En outre, "la charge des responsabilités familiales, déjà disproportionnée en temps normal, continue de reposer sur elles", pointe ONU Femmes. De surcroît, **"la majorité des femmes travaillent dans l'économie informelle, ce qui signifie que leur revenu est précaire et qu'elles bénéficient d'une assurance maladie généralement inadaptée, voire inexistante"**. Dans la situation d'urgence actuelle, ONU-Femmes travaille en étroite collaboration avec l'OMS et d'autres agences pour renforcer la réponse coordonnée à la Covid-19.

## ODD 6: EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT

---

Alors que le monde entier est sommé de se laver les mains pour lutter contre la pandémie, l'ONU a rappelé qu'environ 2,2 milliards de personnes ne disposent pas d'un accès à l'eau potable et que 4,2 milliards—soit plus de la moitié de la population mondiale—sont privés de systèmes d'assainissement sûrs. Dans son nouveau rapport sur la mise en valeur des ressources en eau, ONU Eau met en garde contre une détérioration de la situation due aux changements climatiques, lesquels affectent la disponibilité, la qualité et la quantité d'eau nécessaires aux besoins élémentaires.

## ODD 8: TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE

---

L'Organisation internationale du travail estime que la crise économique générée par la pandémie pourrait entraîner **une hausse du chômage pouvant aller jusqu'à 25 millions de personnes dans le monde**. Elle anticipe aussi une baisse du revenu des travailleurs susceptible d'atteindre 3400 milliards de dollars. Et pourtant il y a un risque de "sous-estimer la force de l'impact", remarque Guy Ryder, directeur général de l'OIT, rappelant que "seule une personne sur cinq" peut aujourd'hui bénéficier d'indemnités chômage. Selon lui, il existe une chance de sauver des millions d'emplois si les gouvernements agissent pour "assurer la continuité des opérations des entreprises, éviter les licenciements et protéger les travailleurs vulnérables". Plaidant pour des aides aux revenus, des indemnités temporaires, des crédits d'impôts pour les travailleurs indépendants et un soutien financier aux entreprises, il a appelé à une "action décisive au niveau multilatéral", en soutien des mesures prises sur le plan national.

## **ODD 10: INÉGALITÉS RÉDUITES**

---

"Si nous prenons les mesures qu'il faut, la reprise pourrait emprunter une voie plus durable et plus inclusive. Mais si les politiques sont mal coordonnées, les inégalités déjà insoutenables risquent de s'enraciner et de s'aggraver encore", met en garde le secrétaire général de l'ONU. Pour l'heure, le plan mondial de réponse humanitaire lancé par les Nations unies vise à venir en aide aux personnes "ultra-vulnérables". Filippo Grandi, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, s'est déclaré préoccupé par les conséquences des fermetures de frontières pour les personnes fuyant les conflits.

## **ODD 13 : LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES**

---

Pour vaincre la pandémie et sortir renforcés de cette crise, "nous avons un cadre d'action –le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'accord de Paris sur les changements climatiques", rappelle le secrétaire général de l'ONU. "Nous devons tenir nos promesses pour les populations et la planète."

## **ODD 16: PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES**

---

Face à "l'ennemi commun" que constitue le Covid-19, Antonio Guterres a appelé les belligérants du monde entier à un "cessez-le-feu immédiat". Cet arrêt des hostilités, "partout et maintenant", est selon lui essentiel pour pouvoir établir des couloirs d'aide humanitaire, donner une chance à la diplomatie et pour ramener l'espoir dans certains des lieux les plus vulnérables au coronavirus.

## **ODD 17 : PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS**

---

À l'instar de l'Agenda 2030, "le combat engagé contre le nouveau coronavirus nécessite des partenariats efficaces entre les gouvernements, le secteur privé et la société civile, et ce au niveau mondial, régional, national et local", recommande l'ONU.